



ARRÊTÉ N°2026/214
ACCORDANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE À MADAME VANESSA COURSIN -
GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE - SECTION ADMINISTRATIVE ET
COMPTABLE - SERVICE COORDINATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE - DIRECTION DE
LA POLICE MUNICIPALE

Le Maire de la ville de Nouméa,

Vu la loi organique n°99/209 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu la loi n°99/210 du 19 mars 1999 modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu le code des communes de la Nouvelle-Calédonie,

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Nouméa n°2025/998 du 17 septembre 2025 relative à l'organisation de la direction de la police municipale,

Vu l'arrêté du maire de la ville de Nouméa n°2024/1611 du 31 juillet 2024 affectant madame Vanessa COURSIN au poste de gestionnaire administratif et comptable - section administrative et comptable - service coordination administrative et financière - direction de la police municipale,

Considérant que pour une bonne administration de la commune, il est nécessaire de donner délégation de signature au gestionnaire administratif et comptable de la direction de la police municipale,

ARRÊTE :

ARTICLE 1. -

Sous ma surveillance et ma responsabilité et sous celles du secrétaire général, des secrétaires généraux adjoints, du directeur de la police municipale, du chef du service coordination administrative et financière et du chef de la section administrative et comptable, **madame Vanessa COURSIN**, gestionnaire administratif et comptable, reçoit délégation, en matière de finances, pour la signature des bons de commande relatifs aux budgets de fonctionnement et d'investissement de la direction pour un montant n'excédant pas **100.000 F/CFP**.

ARTICLE 2. -

A compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'arrêté du maire de la ville de Nouméa n°2025/2237 du 1^{er} octobre 2025 accordant délégation de signature d'actes relatifs au fonctionnement de la direction de la police municipale, est abrogé.

ARTICLE 3. -

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du maire et/ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 4. -

Le présent arrêté entrera en vigueur dès sa transmission au commissaire délégué de la république pour la province Sud, sa notification à l'agent et sa publication par voie électronique.

Nouméa, le 31 MAR. 2026

Le Maire

Sonia LAGARDE



DESTINATAIRES :

DRH (DI)	-1
Agent	-1
DPM	-1
DJCA (PAB / SCA)	-1
DF	-1
DSI	-1
Subdivision Administrative Sud	-1
Mise en ligne	-1